



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 163 MARS 2003 - 4 € ISSN 0989-3237

ÊTRE FRANÇAIS EN 2003

par Armel PÉCHEUL

ancien recteur, professeur des universités,
membre du comité d'Honneur du MIL

Intervention lors de la convention nationale du MIL (février 2003)

Je dois vous avouer que lorsque Raoul Béteille m'a proposé ce sujet, pour le sujet lui-même et pour ce qu'il a évoqué chez moi, j'étais tout à fait ravi. Voilà un beau sujet : être français en 2003. Puis j'ai un peu réfléchi et je me suis dit : « Mais quel piège m'a-t-il tendu ! ». Car, que peut-on dire sur un sujet

comme celui-là lorsque l'on est, par exemple, et au hasard professeur de droit ? Nous, les professeurs de droit, nous apprenons à nos étudiants et j'essaierai aussi de l'apprendre à mes petits-enfants qu'un pays est composé d'un certain nombre d'éléments incontournables.

LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS D'UN PAYS

Quels sont ces éléments ? C'est d'abord un territoire enfermé dans des frontières. On n'a plus de frontières. C'est un peuple : un pays c'est un peuple. Depuis notamment 1991, on voit apparaître ici ou là d'autres composantes que le peuple français, et j'entends notamment le peuple corse. Et pas loin il y a le peuple breton, le peuple basque. Un hymne national, voilà encore un élément important. Seulement vous avez vu que la Marseillaise est sifflée dans les stades. Vous avez également vu que le maire d'un arrondissement parisien, dont j'ai oublié le nom, c'est un vert, a voulu interdire aux anciens combattants d'écouter et de chanter la Marseillaise le 11 novembre. Dieu merci, j'ai cru comprendre que l'Assemblée nationale, en première lecture, avait adopté un projet punissant pénalement, précisément ceux qui sifflaient la Marseillaise ou vilipendaient notre drapeau. En tout cas, vous voyez que, là aussi, les choses sont remises en question. Mais, poursuivons : un pays c'est aussi une monnaie. Nous avons le franc, désormais c'est l'euro. Un pays, c'est aussi un projet commun qui nous permet d'avancer ensemble vers un avenir qui est celui de tous. Bien au contraire, aujourd'hui, on voit la France se diluer totalement dans les communautarismes. Un pays,

c'est une histoire commune aussi. Voyez comme depuis une petite trentaine d'années nos adversaires ont progressivement souillé notre histoire. Seule une petite partie avait pu être dérobée à leur hargne destructrice, la résistance gaulliste. Il ne vous a pas échappé que dans une série télévisée récente on a commencé à salir un certain nombre de résistants gaullistes et notamment la personne de Bénouville.

Enfin, dernière caractéristique : nous étions les hérauts des droits de l'homme, et voilà que nous nous faisons presque détrôner par la Libye du colonel Kadhafi.

Lorsque j'ai réfléchi à tout cela, j'ai dit à Raoul Béteille : « Je ne peux pas tenir, il faut faire autre chose ». Et puis j'ai pensé à ma petite fille. Elle a trois ans. Elle est née de parents français, elle n'a pas encore l'âge de s'en excuser devant les médias. Et j'ai bien l'intention de lui expliquer pourquoi il ne faut pas céder et pourquoi il faut résister encore. Résister, au moins pour transmettre ce qui fait au fond la trame philosophique qui nous rassemble tous en dépit des centaines d'années passées ensemble. Résister parce qu'on voit bien que depuis une trentaine d'années toutes les valeurs qui constituent le fond de notre civilisation française

ont été vilipendées. Notre éducation a été bradée par les soixante-huitards, la violence chez les jeunes est devenue un phénomène banal, totalement commun, tout simplement parce que l'on a enlevé le principe d'autorité.

Malheureusement, les « jeunes » sont comme tous les petits animaux de la création : faute d'autorité, c'est la loi du plus fort qui règne. On a bien évidemment aussi banni la famille qui est pourtant le premier lien social au prétexte qu'il ne serait pas « moderne » qu'un homme et une femme vivent une longue vie ensemble. On a bien évidemment récusé la valeur du travail alors que l'on sait très bien que c'est par le travail que l'homme peut réellement se réaliser et s'épanouir dans une vie accomplie. Bref, la France s'est totalement diluée dans une espèce de totalitarisme qui ne dit pas son nom. Il est soft, il est multi-

culturel, il est politiquement correct mais il est surtout communautaire. Et à vrai dire, la situation que nous ont laissée nos adversaires ce n'est plus la France pour tous, c'est encore moins tous pour la France (ce que je souhaiterais quant à moi), c'est chacun pour soi, et la redistribution des impôts des autres. Alors faute de lien social, faute de projet collectif, faute d'avenir commun, nous n'avons peut-être plus de raisons de vivre ensemble. Et nous n'avons peut-être plus de raisons de nous proclamer français puisque nous n'avons peut-être plus rien à faire ensemble.

A moins de se battre encore, sinon pour nous au moins pour nos enfants. Mais il faut pour cela que trois conditions soient remplies. Il faut une France debout, il faut une France vivante, il faut une France fière. Et je vais essayer de développer ces trois points.

UNE FRANCE DEBOUT

Une France debout qu'est-ce que c'est ? C'est tout simplement une France qui aura rétabli l'autorité de l'État républicain. La première mesure incontournable consiste naturellement à préserver la sécurité des personnes et des biens avec une tolérance zéro parce que nous ne pouvons continuer à souhaiter vivre ensemble que si nous vivons en paix ensemble. Si nous vivons dans la violence, nous n'avons plus de contrat social. C'est d'ailleurs pour cela que nous croyons en l'autorité de l'État. Car si l'État ne nous protège plus, qui nous protégera ? Faut-il aller chercher ailleurs une autre protection ? Faut-il nous protéger nous-même ? Mais alors pourquoi vivre ensemble ? Autrement dit, en dehors même de la lutte contre une violence inadmissible dans une société civilisée, sans la protection de l'autorité de l'État, nous n'avons plus de raison de vivre ensemble puisque nous n'avons plus de contrat social, ni entre nous, ni avec l'État.

La deuxième mesure forte pour restaurer l'autorité de l'État républicain consiste tout simplement à prôner le respect, j'allais même dire restaurer le lien civique en restaurant aussi le respect des institutions républicaines. Aujourd'hui la mode est à la citoyenneté. Vous avez observé qu'à chaque fois qu'une action est entreprise, elle est citoyenne : la journée du ramassage des bouts de papiers le long de la rivière qui traverse votre village est citoyenne, l'entreprise qui embauche est une entreprise citoyenne etc. Cela suffit, ce n'est pas cela être citoyen. Certains mots sont trop nobles pour les galvauder ainsi.

Être citoyen c'est en réalité accepter l'autorité de la République, participer à cette autorité de la République et accepter ses symboles. La justice doit être tout à fait impitoyable pour ceux qui sapent l'autorité de l'État. Je parlais, par

exemple, du drapeau ou de l'hymne national tout à l'heure. Mais comment accepter aussi le « caillasse » des forces de l'ordre dans des quartiers ou des « jeunes » (le terme à la mode), des voyous tout simplement, attaquent les policiers, les médecins, les pompiers etc. C'est tout à fait inadmissible et cela doit être sévèrement sanctionné. Sanctionner d'abord et on s'occupera ensuite de la prévention. Car, la première des préventions est très certainement le caractère exemplaire de la sanction.

Enfin, la troisième mesure, me semble-t-il, pour restaurer l'autorité de l'État républicain, consiste à admettre que nous avons des valeurs communes, que nous formons un ensemble, que nous sommes des français. Il y a là quelque chose de très important. Nous sommes des français qui, depuis 1789, vivons sur le principe de l'égalité de tous avec les mêmes droits pour tous. Je dis très clairement que dans ce pays il faut cesser d'être d'abord considéré comme une femme, ou comme l'adepte de telle ou telle pratique sexuelle, ou par sa couleur de peau ou par ses pratiques religieuses. Nous sommes d'abord des français avant d'être des hommes, des femmes, des homosexuels, des blancs, des noirs, etc. Tant que dans ce pays, on privilégiera la politique communautarisme, c'est-à-dire le plus petit dénominateur commun, on n'aura jamais de grand dénominateur commun, on n'aura plus jamais de Français et donc plus de France. Au contraire si nous acceptons de dire que nous sommes tous d'abord des français avant d'être de petits groupes particuliers d'individus, si nous respectons ensemble les institutions républicaines, si dans ce pays la sécurité des personnes et des biens est assurée, alors l'autorité de l'État républicain sera restaurée et la France sera debout.

IL FAUT QUE LA FRANCE SOIT VIVANTE

Ensuite il faut que la France soit vivante. Or, comment peut-elle être vivante ? Tout simplement en défendant les valeurs de la civilisation occidentale. Quelles sont-elles ?

La famille, c'est essentiel. Comment voulez-vous assurer un lien entre les générations si ce ne sont pas les pères et les mères qui s'en occupent. Car dans le cas inverse, c'est l'État. Et si c'est l'État c'est le totalitarisme. Toutes les sociétés dans lesquelles on a voulu dessaisir les parents de leur autorité parentale au profit de l'État sont devenues des dictatures, Cela signifie très vite qu'il n'y a plus qu'une seule vérité officielle, une seule histoire officielle, une seule éducation officielle. Il est donc plus que temps de redonner de l'autorité aux parents. Mais, il faut, pour ce faire, une politique familiale sérieuse bien évidemment et puis il faut aussi que les parents deviennent des responsables. Et qu'on n'aille pas chercher une assistante sociale à chaque fois qu'un problème est posé à l'école. Les mères et les pères sont responsables. S'ils sont responsables, ils doivent aussi pouvoir être déclarés coupables le cas échéant.

Le travail, deuxième pilier. Vous comprenez bien que depuis quelques dizaines d'années on s'est laissé enfermer dans cette espèce de cercle vicieux. Dès lors que l'on mettait en avant la famille et le travail et pour peu que derrière vous ajoutiez la patrie, naturellement, je ne vous fais pas de dessin... C'était la condamnation automatique, l'anathème systématique. Eh bien tant pis, le travail doit dans ce pays l'emporter sur l'assistance. Tant que les personnes même en difficultés particulières compteront d'abord sur l'État avant de compter sur eux-mêmes, on ne fera plus aucun pas en avant.

L'éducation, vaste programme ! C'est par l'éducation bien évidemment que l'on forge un futur citoyen mais c'est aussi par l'éducation qu'« ils » ont déformé les futurs citoyens. La violence des jeunes aujourd'hui est due en grande partie à l'irresponsabilité des parents. Mais elle est due en plus grande partie encore aux soixante-huitards, aux « pédagogistes » qui ont mis l'éducation en coupe réglée depuis une quarantaine d'années.

Naturellement cela passe par toute une série d'instruments plus insidieux les uns que les autres. Je songe à la méthode globale par exemple. Cela fait une dizaine d'années que les spécialistes les plus avertis, les médecins les plus savants expliquent que la méthode globale favorise une seule partie du cerveau et occulte le sens responsabilité et celui de la prise de conscience qui siègent dans l'autre partie du cerveau. Pensez-vous que les « pédagogistes » du ministère ou des ministères qui se sont succédés se soient remis en cause ? Bien évidemment non. Là encore, tant qu'il n'y aura pas une réforme très radicale de l'éducation pour imposer effectivement le « lire, écrire, compter », et supprimer les méthodes aberrantes, on n'avancera pas.

La France vivante c'est aussi une France qui est traditionnellement éprise de liberté et de responsabilité. C'est cela qui a fait la richesse de notre pays dans lequel les petits comme les grands, les puissants comme les faibles, ont tous essayé d'assumer des responsabilités, assumer leur liberté, pour assumer leur destin sans attendre tout de l'État. Aujourd'hui, vous savez tous que ce n'est plus possible. La liberté, la responsabilité sont systématiquement opprimées. Opprimées fiscalement, opprimées par les charges, opprimées également par le travail de sape à l'encontre de ceux qui créent du travail ou qui créent des entreprises. Tant qu'on n'aura pas renversé la pente en estimant que le fait de travailler, le fait de vouloir s'enrichir est quelque chose de noble dans un pays et indispensable pour le Pays, on n'avancera pas non plus.

Voilà, trois valeurs fondamentales : la famille, le travail réhabilité, l'éducation des jeunes français et de ceux qui veulent vraiment le devenir. Et tous ceux qui veulent devenir français sont les bienvenus dans ma conception des choses, à condition naturellement qu'ils viennent pour partager nos valeurs et non pas pour nous imposer les leurs, en nous donnant en plus mauvaise conscience. Bref, si le travail, la famille et l'éducation sont de nouveau des valeurs fortes, alors, la France sera vivante, car elle créera à nouveau la vie.

UNE FRANCE FIÈRE

Debout, vivante, il reste à la France à être fière. Comment être fière ? En défendant la place de la France en Europe et dans le monde. Là je ne vais peut-être pas faire plaisir à tout le monde, je vais vous faire un aveu, je ne suis pas politiquement correct, je suis contre l'Europe fédérale. Je

préfère l'Europe des nations. Et d'ailleurs l'histoire ne me donne pas tort.

Regardez aujourd'hui quelle mine nous aurions en France si nous avions un ministre des affaires étrangères européen ? Et une politique étrangère décidée à la majorité qualifiée ? Qu'aurait dit le Président de la République ? Est-ce que d'ailleurs il

serait encore Président de la République ? Est-ce que quelqu'un l'entendrait dans le monde ?

Naturellement personne. Ici il faut être très clair : Je crois que la construction européenne n'est pas en soi une mauvaise chose, je ne suis pas un anti-européen primaire, non, à condition d'ailleurs que l'on détermine des frontières. Parce que je veux bien être l'ami de mon voisin, ami du cousin de mon voisin, mais il y a quand même un moment où il est tellement éloigné que je me demande de quelle famille il fait partie. Et puis je crois aussi qu'il faut savoir dire non et refuser aux communautés européennes et à l'union européenne qu'elles portent atteinte à des spécificités qui sont nos spécificités nationales qui font partie de notre territoire, qui font partie de nos modes de vie, et auxquelles on est attaché, et qu'on entend souverainement conserver : notre agriculture, nos pratiques ancestrales de la chasse, notre cuisine ... parce que l'âme d'un pays c'est aussi cela.

Serions encore français en 2003 si nous étions tous au régime Mac Donald et Coca Cola ? Non, ce n'est pas être contre le progrès que d'affirmer clairement que nous voulons rester français dans l'union européenne et que cette dernière ne peut être sérieusement qu'une Europe des nations. Et puis si la France doit être fière je crois qu'aussi il faut qu'elle porte haut son drapeau partout dans le monde. La France a une réputation depuis des

centaines d'années. Elle l'a établie le plus souvent au prix du sang de ses soldats et avec l'encre de ses plus grands écrivains. C'est la voix de la raison, on le voit bien aujourd'hui. C'est la voix de la justice, c'est la voix du développement.

Nous sommes résolument des occidentaux, il ne faut pas s'y tromper. Nous sommes héritiers de la Grèce, de Rome, de la philosophie judéo-chrétienne. Et s'il doit y avoir un conflit de civilisation, il faudra que nous y prenions part car le renoncement peut être mortel. Mais c'est à nous de le décider, à notre heure, quand nous le souhaiterons, quand nous serons prêts. Et là notre drapeau pourra rejoindre d'autres bannières amies. Voilà ce que devrait être un Français de 2003. Et je crois alors que si la France était ainsi debout, vivante, fière même sans orgueil, nous pourrions vivre ensemble dans la paix sociale, nous pourrions transmettre notre patrimoine commun à nos enfants et nous aurions encore une histoire à vivre ensemble.

Notre phrase, en entête du journal *VIGILANCE & ACTION*, le rappelle bien : « *Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction.* »

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

Demande d'adhésion

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@
Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :

100 € ou plus 50 € 30 € 20 €

je souhaite adhérer (ou renouveler) mon adhésion au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €

je désire m'abonner à «Vigilance et Action» (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret

Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.